

Politiques de prévention de la radicalisation

Ces mesures semblent remplacer les initiatives en faveur de l'ancrage des populations musulmanes européennes, bien que la radicalisation ne concerne qu'une infime minorité.

Jordi Moreras

Les études académiques sur la radicalisation des populations musulmanes en Occident ont augmenté de manière exponentielle au cours des 10 dernières années. De nombreuses définitions de ce que l'on entend par radicalisation ont été données, dans le but d'identifier les causes qui la déclenchent. Le problème, c'est que le terme radicalisation a été infra-théorisé : chaque fois qu'on l'utilise, le sens qu'on lui donne ou les raisons qui s'y réfèrent pour expliquer ce processus ne sont pas clairs. Cette infra-théorisation peut s'expliquer par le fait que la radicalisation se présente comme un fait présumé, comme un état auquel on arrive à cause d'une prédisposition que possèdent les musulmans et non pas comme un processus social conditionné par de nombreux facteurs aléatoires.

L'ambiguïté des causes utilisées pour expliquer le processus de radicalisation contraste avec la certitude que celle-ci est liée à l'action terroriste. Comme s'il s'agissait d'un pléonasma, il est très courant de parler de « radicalisation violente » : une redondance qui insiste sur la propre condition du sujet. C'est ce que défendent certains rapports établis par les services de renseignement européens. D'autres, au contraire, suggèrent des définitions plus élaborées mais qui n'évitent pas pour autant d'établir un rapport, si ce n'est direct tout au moins potentiel, entre radicalisation et menaces contre la sécurité. Le résultat le plus évident, c'est que l'usage commun finit par comprendre la radicalisation par « tout ce qui arrive avant que n'explode la bombe », d'après l'expression explicite de Mark Sedgwick.

Plusieurs auteurs ont prévenu du caractère indéterminé et athéorique de l'utilisation de ce terme par la littérature académique, de l'absence d'études empiriques portant sur la radicalisation et sur le fait que ce terme fait uniquement état de ce processus, quand il est déjà en marche. Dans une étude réalisée en 2012, j'ai identifié 25 définitions de radicalisation élaborées par la bibliographie académique. Voici la synthèse de cette comparaison :

– Une grande partie des définitions de la radicalisation utilise des adverbes comme « progressivement », « peu à peu » ou « graduellement », étant entendu qu'il s'agit d'un processus linéaire et cumulatif et qu'il est possible de le décrire sous forme de phrases.

– Un tiers des définitions utilise explicitement le terme violence dans leur énoncé. Cela ne signifie pas qu'une connexion directe et dérivative soit établie entre radicalisation et violence, mais suggère la potentialité et/ou le développement d'une conviction soutenant des actions violentes ou le terrorisme.

– La manière dont on évoque la menace potentielle des processus de radicalisation n'est pas tant pour une question de sécurité, mais plutôt pour une question d'opposition par rapport à l'ordre démocratique des sociétés occidentales. L'utilisation de moyens « antidémocratiques » est souvent citée comme un mécanisme d'influence, mais le détachement progressif et le manque de confiance à l'égard des institutions démocratiques est aussi suggéré comme un facteur de causalité de la radicalisation.

– La radicalisation apparaît comme un processus individuel, de transformation des convictions, de changements d'attitudes et d'adoption de nouvelles idées, qui percent surtout chez les jeunes.

– Un tiers des définitions invoque aussi un contenu religieux légitimant ce processus. Quelques-unes d'entre elles s'engagent dans des interprétations les plus strictes de la doctrine religieuse, tandis que le reste considère la référence religieuse comme un élément contribuant à définir le cadre conceptuel et de référence qui est partagé par ceux qui font partie de groupes radicalisés.

– Certaines définitions insistent sur le caractère stratégique des processus de radicalisation, en vue de les présenter comme des mécanismes élaborés par différentes collectivités, afin d'acquérir de la notoriété dans un contexte donné ou pour adopter un positionnement concret dans un processus plus global.

– L'utilisation du terme « extrémisme » est également fréquente pour délimiter les positionnements de ces groupes, ce qui entrave absolument la compréhension du concept que l'on veut définir en utilisant un autre synonyme, qui n'est pas non plus défini.

Mais cela ne serait qu'une simple digression académique si, sur la base de cette indétermination de la manière dont se déclenche ce processus, l'on n'était pas en train de définir des actions qui se présentent comme des

politiques de prévention de la radicalisation. Ces politiques sont en train de remplacer les initiatives en faveur de l'amélioration de l'intégration des populations musulmanes européennes, bien que, selon plusieurs rapports officiels, la radicalisation ne concerne qu'une infime minorité au sein de ces communautés.

Malgré cela, un bilan sommaire de ces politiques de contre-radicalisation propose une série d'arguments qui méritent d'être évalués :

- Certaines interventions partent d'un concept général de la radicalisation, comme un processus qui concerne des groupes ethniques, des communautés religieuses et d'autres groupes sociaux, dès lors qu'ils révèlent des expressions de polarisation et de réactivité qui mettent à rude épreuve les relations sociales et qui nuisent à la cohésion d'une société.

- Bon nombre de ces propositions sont élaborées et pensées au niveau local, ce que les politiques qui sont formulées globalement oublient très souvent. Elles entendent ainsi que les processus de cohabitation qui peuvent être influencés par le développement de ces expressions de radicalisation ou de polarisation sont générés dans un scénario local.

- Tous ces programmes ne se trouvent pas en marge d'une logique sécuritaire. En partant d'une double dimension préventive et proactive, certaines interventions visent essentiellement à intensifier et à renforcer les mécanismes de cohésion sociale. On considère comme valide le principe de la capacité des structures sociales comme des mécanismes de bridage et/ou de régulation de ces processus.

- Le développement de ces politiques remet en cause les relations institutionnelles établies avec les interlocuteurs musulmans dans la recherche d'une coopération mutuelle fluide. Les représentants ne changent pas, mais on leur exige un autre type d'interaction et de nouvelles responsabilités (qui ne sont pas toujours à leur portée). L'extension des interprétations doctrinales au sein de ces groupes fait naître leur hétérogénéité interne, ce qui implique qu'il faut réexaminer les lectures homogénéisantes que l'ont fait généralement de ces communautés.

- En dépit de la remise en cause de ces interlocutions, ces interventions préventives tiennent pour acquis qu'il y a lieu de considérer ces communautés comme les principaux agents à l'encontre de la radicalisation. On affirme que les options les plus modérées et dialoguantes de l'islam doivent être renforcées, face à celles qui envisagent des arguments plus réactifs et prétendent contraires à un niveau de cohabitation adéquat. Cependant, sans comprendre que bon nombre de ces distinctions ont une explication basée sur des contextes changeants, ces distinctions finissent par entrer en contradiction et par tomber dans l'ambiguïté.

Mais de la même manière, ce bilan affiche les défauts dont souffrent ces interventions en matière de prévention:

- Le principal défaut c'est que bon nombre de ces politiques partent d'une compréhension limitée des pro-

cessus de radicalisation, répondant plutôt à des indices qu'à des indicateurs, et en l'estimant comme une dérive qui affecte irrémédiablement les groupes musulmans.

- On donne pour acquis beaucoup d'éléments qui sont attribués à un processus de radicalisation (la centralité de la référence religieuse, le poids de l'influence des imams et des mosquées, de certains codes vestimentaires, les rapports d'autorité entre les adultes et les jeunes, ou la crise d'identité permanente de ceux-ci), sans une connaissance empirique satisfaisante de ces éléments et sans savoir l'importance qu'ils ont dans la conformation communautaire de ces groupes.

- Quelques propositions partent d'un certain degré d'idéalisation de l'intervention par rapport à la radicalisation, en offrant des scénarios où les interprétations orthodoxes de l'islam disparaissent et sont remplacées par d'autres formes beaucoup plus compatibles avec les sociétés occidentales. Ainsi, on ne comprend pas que toutes les options doctrinales prétendent la centralité de l'orthodoxie et que celle-ci soit l'une des dynamiques expliquant l'intense lutte existant au sein de ces groupes. Derrière ces arguments se cache le souhait de pouvoir définir ce que l'on appelle l'islam européen qui, malgré tout, est encore une réalité restant à définir.

- On commet l'erreur d'interpréter la radicalisation comme un symptôme de l'échec du modèle multiculturaliste et d'identifier ces initiatives politiques comme une preuve qui certifie et corrige les erreurs des politiques antérieures, basées sur ce modèle. Ce qui dénote une certaine volonté de s'acquitter des dettes envers le multiculturalisme et leurs défenseurs, en suggérant qu'ils furent excessivement tolérants vis-à-vis de la consolidation de l'islam.

- Parfois, quand on analyse ces propositions, on a le sentiment qu'elles finissent par suggérer ce qui aurait dû être fait naturellement vis-à-vis des communautés musulmanes renforçant leurs structures internes, pour les rendre plus résistantes à la pénétration de certains positionnements doctrinaux qui favorisent la polarisation.

Cette dernière réflexion acquiert une importance particulière après les attentats de janvier, à Paris. Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ? se demande l'opinion publique européenne, tout en regardant dans une attitude méfiante leurs communautés musulmanes. Il est démagogique et faux d'invoquer l'échec des politiques d'intégration des populations d'origine immigrée. Et en effet, il suffit de répondre à la question suivante : pourquoi certains musulmans européens se radicalisent et beaucoup d'autres non ? Pourquoi nous nous intéressons plus à connaître les trajectoires vitales des frères Chérif et Saïd Kouachi ou d'Amedy Coulibaly que celles d'Ahmed Merabet, le policier assassiné ou de Lassana Bathily, l'employé qui a protégé les clients du supermarché casher ? Dans l'attente de pouvoir disposer d'un plus grand volume de données empiriques, connaître en détail ces exemples alternatifs à la radicalisation nous a permis d'en savoir beaucoup plus du peu que nous connaissons encore sur ce que représente être musulman en Europe. ■